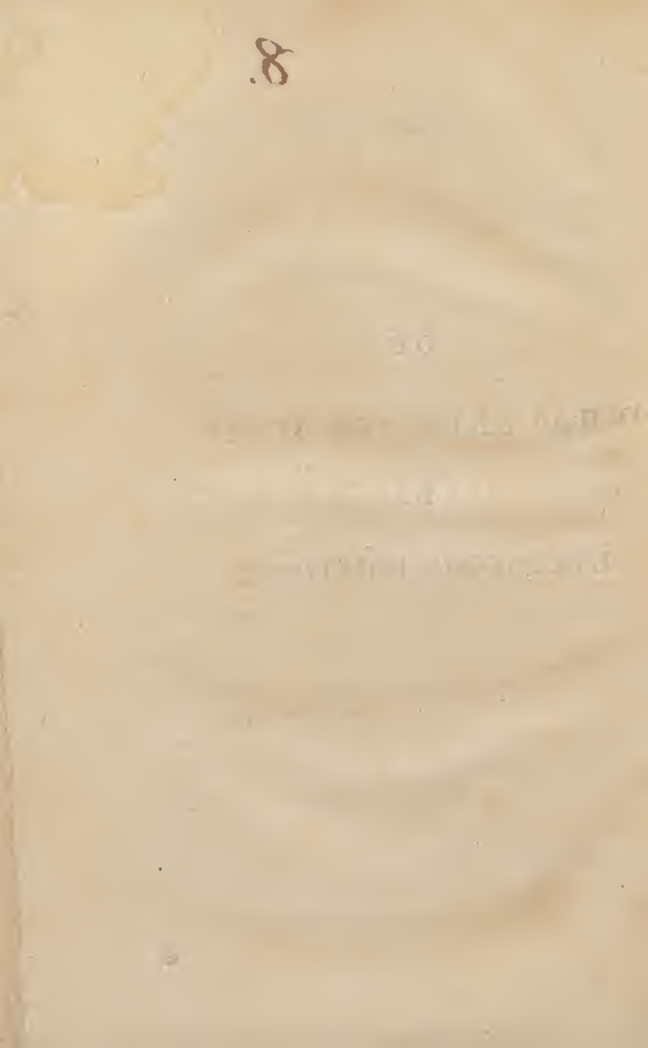
8.

# DU

# VRAI PRINCIPE ACTIF

# DE

# L'ÉCONOMIE POLITIQUE.



# DU

# VRAI PRINCIPE ACTIF

# DE

# L'ÉCONOMIE POLITIQUE,

# OU

# DU VRAI CRÉDIT PUBLIC.

---

A LONDRES:

De l'Imprimerie de Cooper et Graham, Wild Court, Lincoln's-Inn Fiels.

1797.

# AVANT-PROPOS.

J'AI publié dernièrement à Londres un Traité sur l'Economie politique et morale de l'Espèce humaine, le fruit de trente années d'observations, de méditations et de travaux. Mais j'ai eu le malheur, que ni les principes, ni les moyens, sur lesquels j'ai fondé le système de mes doctrines, n'ont été compris dans ce pays-ci, pas même de ceux qui, par état, se vouent à rendre périodiquement compte au public des nouveaux livres qui paroissent, quoique le jugement des uns ait été moins confus et plus retenu que celui des autres.

# AVANT-PROPOS.

J'ai publié dernièrement à Londres un Traité sur l'Economie politique et morale de l'Espèce humaine, le fruit de trente années d'observations, de méditations et de travaux. Mais j'ai eu le malheur, que ni les principes, ni les moyens, sur lesquels j'ai fondé le système de mes doctrines, n'ont été compris dans ce pays-ci, pas même de ceux qui, par état, se vouent à rendre périodiquement compte au public des nouveaux livres qui paroissent, quoique le jugement des uns ait été moins confus et plus retenu que celui des autres.

J'ignore encore quel a été le sort de mon ouvrage sur le continent de l'Europe, et particulièrement en France, où il a été demandé et envoyé en assez grande quantité, et où j'avois imaginé qu'il pourroit être de quelque utilité.

Sans doute que j'ai dû à la sécheresse de mon style, et à la méthode inusitée et peu agréable que j'ai suivie dans le développement comme dans la démonstration de mes doctrines, que si peu d'Anglois ont eu le courage de me lire.

Quoi qu'il en soit, j'ai cru devoir suivre le conseil que m'a donné une personne de considération de ce pays, pour le jugement de la-

quelle j'ai la plus grande déférence; c'est de développer d'une manière claire et totalement dégagée, non-seulement de tout rapport avec les raisons finales de l'univers, mais de toutes notions abstraites, ce que j'appelle Principe actif de l'Economie politique, et qu'on n'a pas trouvé suffisamment expliqué dans mon ouvrage. J'ose espérer d'avoir rempli cet objet dans l'écrit que je publie, et que j'ai eu soin de ne fonder, comme on le verra, que sur un très-petit nombre de principes simples et parfaitement intelligibles.

Je m'estimerois heureux, si la lecture de cet écrit pouvoit engager à revenir à celle de l'ouvrage, dont

il n'est qu'un précis très-succinct, et le plus heureux des hommes, si ceux qui gouvernent pouvoient se convaincre, que de tous les moyens imaginables, le Crédit public proposé est le seul, par lequel ils puissent enfin devenir capables de faire prospérer leurs peuples imperturbablement, et de s'entourer eux-mêmes de toute la splendeur et de toute la magnificence qui ont dû être l'inséparable apanage de leurs hautes stations sur la terre.

*Herrenschwand.*

*Londres, le 25 août 1797.*

DU

# VRAI PRINCIPE ACTIF

DE

# L'ÉCONOMIE POLITIQUE.

## *Principes.*

La vraie prospérité de tout peuple cultivateur, c'est-à-dire, de tout peuple sorti de l'état de peuple chasseur ou pasteur, est nécessairement fondée sur des progrès non interrompus et continuellement croissans dans le développement de sa population, de son agriculture et de sa manufacture.

Car ne pas faire de pareils progrès est nécessairement, pour tout peuple cultivateur, la même chose que décliner, s'arrêter ou rétrograder dans sa prospérité, et par conséquent ne jouir que d'une prospérité fausse.

Or il est de toute certitude, que nul peuple cultivateur ne peut devenir capable de faire des progrès non interrompus et continuellement croissans dans le développement de sa population, de son agriculture et de sa manufacture, s'il ne fait pas les mêmes progrès dans sa circulation générale, ou, ce qui est la même chose, dans la multiplication de ses échanges.

Pour rendre leurs échanges facilement praticables, les peuples cultivateurs sont convenus de les opérer avec l'intervention des métaux précieux, c'est-à-dire, de renoncer aux échanges en nature, et de recevoir les métaux précieux dans tous les cas, en échange des productions de leur agriculture et de leur manufacture.

Dès-lors il s'est établi dans les échanges de ces peuples une connexion si intime entre la masse des productions de leur agriculture et de leur manufacture et celle de leurs métaux précieux, qu'il n'a plus

été au pouvoir d'aucun peuple cultivateur de faire des progrès non interrompus et continuellement croissans dans sa circulation générale, sans faire de pareils progrès dans la multiplication de ses métaux précieux.

Et c'est la raison, pourquoi l'expérience n'a jamais montré aucun peuple cultivateur qui, avec l'intervention d'une masse médiocre de métaux précieux dans ses échanges, ait été capable de faire des progrès sensibles dans sa prospérité; ni aucun qui n'ait fait dans sa prospérité de grands progrès avec l'application d'une grande masse de métaux précieux à sa circulation générale; ni enfin aucun qui n'ait décliné ou rétrogradé dans sa prospérité, du moment où il s'est trouvé appauvri dans la masse de ses métaux précieux.

Mais pour qu'un peuple cultivateur puisse devenir capable de faire des progrès non interrompus et continuellement

croissans dans le développement de sa prospérité, il ne suffit pas que ses gouverneurs lui multiplient continuellement ses métaux précieux; il faut, de plus, qu'ils les lui multiplient continuellement dans l'exacte proportion des progrès qu'il fait dans sa prospérité.

Car, si les gouverneurs d'un peuple cultivateur lui multiplioient ses métaux précieux dans une proportion plus grande que celle des progrès qu'il feroit dans le développement de sa prospérité, ils mettroient dans sa circulation générale plus de métaux précieux que n'en exigeroit l'augmentation dans la masse des productions de l'agriculture et de la manufacture, dont les progrès dans sa prospérité l'auroient enrichi; ils hausseroient donc naturellement le prix de ses choses, et cette hausse du prix de ses choses, en décourageant proportionnellement leur consommation, le feroit nécessairement décliner ou rétrograder dans sa prospérité.

Et si les gouverneurs d'un peuple cultivateur lui multiplioient ses métaux précieux dans une proportion moins grande que celle des progrès qu'il feroit dans le développement de sa prospérité, ils mettroient dans sa circulation générale moins de métaux précieux que n'en exigeroit l'augmentation dans la masse des productions de l'agriculture et de la manufacture, dont les progrès dans sa prospérité l'auroient enrichi; ils aviliroient donc naturellement le prix de ses choses, et cet avilissement du prix de ses choses, en décourageant ses agriculteurs et ses manufacturiers proportionnellement dans leur travail, le feroit nécessairement décliner ou rétrograder dans sa prospérité.

Car, à chaque progrès qu'un peuple cultivateur fait dans sa prospérité répond nécessairement une augmentation dans la masse des productions de son agriculture et de sa manufacture, puisque ce n'est que de cette seule manière qu'il peut prospérer;

et à chaque augmentation qu'un peuple cultivateur donne à la masse des productions de son agriculture et de sa manufacture, doit nécessairement répondre dans sa circulation générale une augmentation égale dans la masse de ses métaux précieux, puisque ce n'est qu'ainsi que le prix de ses choses peut rester le même, et par conséquent ne jamais décourager ni leur consommation ni leur production.

C'est aux trop grandes proportions dans lesquelles l'Espagne a appliqué les métaux précieux à son économie politique après la découverte des mines de l'Amérique, qu'elle a dû l'anéantissement de son agriculture et de sa manufacture. Et si l'on n'a vu nulle part sur la terre les peuples cultivateurs capables de se maintenir dans les progrès de leur prospérité imperturbablement, c'est-à-dire, sans jamais en décliner ou rétrograder; c'est parce qu'on a perpétuellement laissé ces peuples dans la multiplication de leurs métaux précieux

au-dessous des besoins de leur circulation générale.

Il résulte de ce petit nombre de principes indubitables dans l'économie politique des peuples cultivateurs, que c'est immuablement sur deux conditions fondamentales que porte le développement imperturbable de la vraie prospérité de ces peuples. La première de ces conditions est, que les gouverneurs de tout peuple cultivateur aient continuellement le commandement absolu de tous les métaux précieux, qu'exigent nécessairement des progrès non interrompus et continuellement croissans dans le développement de sa population, de son agriculture et de sa manufacture; la seconde, qu'ils proportionnent continuellement la multiplication de ses métaux précieux aux progrès dans sa prospérité.

Voilà tout ce qu'exige et en quoi consiste le système entier du gouvernement

des peuples cultivateurs, si gouverner ces peuples doit nécessairement avoir pour objet final de les rendre imperturbablement heureux. Et toute autre manière de développer à un peuple cultivateur sa population, son agriculture et sa manufacture, c'est-à-dire, tout autre système d'économie politique, sur tels expédiens qu'on puisse chercher à le fonder, et tels encouragemens qu'on puisse prodiguer à son succès, ne peut perpétuellement avoir pour résultat qu'une prospérité nécessairement sujette à décliner, s'arrêter et rétrograder, et par conséquent fausse.

*Commerce Extérieur.*

On voit donc la grande raison pourquoi il n'a jamais été au pouvoir d'aucun peuple cultivateur de la terre de prospérer imperturbablement, et par conséquent sans jamais décliner, s'arrêter ou rétrograder en prospérité.

Car, comment ceux qui jusqu'ici ont conduit l'économie politique des peuples cultivateurs, auroient-ils pu devenir capables de multiplier et de proportionner continuellement la masse des métaux précieux aux progrès dans la prospérité, lorsqu'ils n'ont jamais su se ménager pour cet effet le commandement des métaux précieux nécessaires, et qu'ils n'ont connu jusqu'à ce jour pour tout moyen d'enrichir leurs peuples de métaux précieux que le commerce extérieur.

Le commerce extérieur peut bien ap-

porter à un peuple cultivateur les métaux précieux des autres peuples ; mais ce qu'il est moralement impossible qu'il puisse faire, c'est d'apporter continuellement à un peuple cultivateur les métaux précieux des autres peuples dans ces proportions régulièrement croissantes, qu'exige nécessairement le cours imperturbable de sa prospérité.

Car les balances du commerce extérieur étant par leur nature sujettes aux plus irrégulières variations, puisqu'elles ne sont ni ne peuvent continuellement être dans chaque peuple cultivateur, que les résultats de circonstances contingentes et par conséquent précaires ; il est impossible que dans aucun peuple cultivateur elles puissent répondre à des progrès non interrompus et continuellement croissans dans sa prospérité, puisqu'il est impossible qu'aucun peuple cultivateur puisse se promettre d'augmenter par leur moyen la masse de ses métaux précieux dans une

progression non interrompue et continuellement croissante.

Il faut donc de toute nécessité qu'un peuple cultivateur, qui fonde la multiplication de ses métaux précieux sur le commerce extérieur, subisse continuellement dans les progrès de sa prospérité autant de révolutions irrégulières, et par conséquent de contrariétés, qu'il en subit dans les balances de ce commerce.

Si sa balance favorable se change en balance moins favorable, c'est-à-dire, en balance qui lui apporte moins de métaux précieux, il faut nécessairement qu'il décline; si elle se change en balance indifférente, c'est-à-dire, en balance qui ne lui apporte ni ne lui enlève des métaux précieux, il faut nécessairement qu'il s'arrête; et si elle se change en balance défavorable, c'est-à-dire, en balance qui lui enlève des métaux précieux, il faut nécessairement qu'il rétrograde en prospérité.

Car on doit regarder comme une vérité absolue dans l'économie politique, que dans le cours naturel des choses nul peuple cultivateur, qui pratique ses échanges avec l'intervention des métaux précieux, ne peut décliner, s'arrêter ou rétrograder dans la multiplication de ces métaux, sans décliner, s'arrêter ou rétrograder aussi en prospérité.

Cette indubitable vérité, que l'expérience a confirmée universellement dans tous les peuples cultivateurs commerçans, offre la preuve démonstrative, que nul peuple cultivateur, qui fonde le développement de sa prospérité sur le commerce extérieur, ne peut devenir capable de prospérer imperturbablement, puisqu'il ne peut jamais être en son pouvoir de se garantir des variations irrégulières, auxquelles les balances du commerce extérieur sont continuellement sujettes, et qu'il n'en peut éprouver aucune sans décliner, s'arrêter ou rétrograder dans sa prospérité.

Dans quel étonnement ne doit-on donc pas être, que de tous ceux qui se sont érigés en instructeurs des autres dans l'économie politique, aucun n'ait jamais su voir le commerce extérieur dans sa vraie nature; et que ni la raison, ni l'expérience n'aient été capables de leur faire sentir combien étoit illusoire et fausse l'opinion qu'ils se formoient de la puissance de ce commerce dans le développement de la prospérité des peuples cultivateurs?

Car la raison ne prouve-t-elle pas démonstrativement, qu'il n'est au pouvoir d'aucun peuple cultivateur de faire des progrès non interrompus et continuellement croissans dans le développement de sa prospérité, s'il ne fait pas de pareils progrès dans sa circulation générale, et par conséquent dans la multiplication de ses métaux précieux; et l'expérience ne prouve-t-elle pas indubitablement, qu'il n'est au pouvoir d'aucun peuple cultivateur de se procurer par le commerce ex-

térieur des balances non interrompues et continuellement croissantes ?

Pour avoir perpétuellement voulu faire prospérer les peuples cultivateurs par le commerce extérieur, il faut donc nécessairement qu'on ait perpétuellement imaginé, qu'il n'a dû être au pouvoir d'aucun peuple cultivateur de prospérer autrement, c'est-à-dire, de développer sa prospérité par des progrès non interrompus et continuellement croissans; et de-là, que tôt ou tard décliner, s'arrêter et rétrograder dans leur prospérité, a dû être l'inévitable sort des peuples cultivateurs, et par conséquent le seul que ces peuples ont pu exiger et obtenir de leurs gouverneurs.

Mais la suite de cet écrit fera voir qu'il n'existe pas sur la terre un seul peuple cultivateur, qui ne puisse devenir capable de s'élever imperturbablement à toute sa prospérité possible, puisqu'il prouvera

qu'il n'en existe aucun, auquel ses gouverneurs ne puissent devenir capables de multiplier sans cesse les métaux précieux ou leurs équivalens, comme le demandent nécessairement des progrès non interrompus et continuellement croissans dans sa circulation générale.

## *Mines des Métaux Précieux.*

TOUT ce qu'on vient de dire de l'impuissance du commerce extérieur dans le développement de la vraie prospérité des peuples cultivateurs, s'applique également aux mines des métaux précieux, parce que nul moyen, qui n'est pas susceptible de progrès non interrompus et continuellement croissans dans le développement de sa puissance, ne peut être applicable comme principe actif à l'économie politique d'aucun peuple cultivateur.

Les mines des métaux précieux ne sont le partage que d'un très-petit nombre de peuples cultivateurs; et une grande proportion même des métaux précieux que ces mines produisent, n'entrent point comme monnoies dans la circulation générale de ces peuples, mais sont continuellement appliqués à une multitude d'autres usages.

Cette observation générale sur les mines des métaux précieux indique aux peuples cultivateurs clairement, qu'ils n'ont pas dû se reposer uniquement sur ces mines pour la multiplication progressive de leurs métaux précieux, ni par conséquent destiner ces métaux à devenir eux seuls le principe actif de leur économie politique, puisqu'ils n'auroient jamais pu se les procurer ni dans l'immense quantité, ni dans les justes proportions qu'auroient nécessairement exigé des progrès non interrompus et continuellement croissans dans leur circulation générale.

Car s'il est probable, comme on est fondé de le croire, que deux nations seules, la France et la Grande-Bretagne, auroient eu ensemble graduellement besoin, pour pouvoir s'élever imperturbablement à leur complète circulation générale, de beaucoup plus de métaux précieux en nature qu'il n'en circule dans l'Europe entière, on doit être certain que les mines de toute la

terre n'auroient jamais pu fournir à tous les peuples cultivateurs assez de métaux précieux pour les rendre capables de s'élever à toute leur prospérité possible.

On voit donc dans quelle erreur ont été jusqu'ici les gouverneurs des peuples cultivateurs, lorsqu'ils ont perpétuellement voulu faire prospérer ces peuples par les seuls métaux précieux en nature qu'ils tireroient, soit directement des mines, soit indirectement par les balances du commerce extérieur, puisque c'est perpétuellement avoir voulu faire l'impossible.

Car, telle que puisse être la chose avec l'intervention de laquelle un peuple cultivateur opère ses échanges et par conséquent sa circulation générale, s'il n'est pas au pouvoir de ses gouverneurs de multiplier et d'appliquer cette chose indéfiniment à son économie politique; ils pourront bien le faire jouir d'une prospérité fausse, c'est-à-dire, qui tantôt avance et

tantôt décline ou rétrograde, mais jamais d'une prospérité non interrompue et continuellement croissante.

Les peuples cultivateurs auroient donc été condamnés à rester continuellement à une distance infinie de leur prospérité possible, et à ne pouvoir même jouir de leur foible prospérité que d'une manière précaire, si leurs gouverneurs n'avoient jamais su appliquer à leur circulation générale que des métaux précieux en nature.

Mais comment a-t-il donc pu devenir possible aux gouverneurs des peuples cultivateurs de suppléer à l'impuissance des mines dans la multiplication naturelle des métaux précieux de ces peuples ? Par la multiplication artificielle de ces métaux, c'est-à-dire par le crédit, puisque ce n'est que par ce moyen seul et par nul autre quelconque que chaque peuple cultivateur a pu devenir capable de prospérer imperturbablement, et par conséquent sans ja-

mais décliner, s'arrêter ou rétrograder un seul instant dans sa prospérité.

Et comme on ne s'est formé jusqu'ici de ce précieux moyen dans l'économie politique des peuples cultivateurs que des idées très-imparfaites, et qu'il n'a jamais été appliqué dans sa vraie puissance à la circulation générale d'aucun peuple cultivateur, on va le développer clairement dans toutes ses conditions.

*Crédit.*

Le mouvement des métaux précieux dans les échanges des peuples cultivateurs peut être ou effectif ou représentatif; il est effectif lorsque les métaux précieux passent en nature des mains des acheteurs dans celles des vendeurs, et il est représentatif lorsque ces métaux sont représentés dans les échanges par des choses, non-seulement revêtues de toute leur valeur, mais encore du pouvoir de se réaliser en eux. C'est ce dernier mouvement des métaux précieux qu'on appelle leur mouvement artificiel, pour le distinguer du premier qui est leur mouvement naturel.

Les métaux précieux ont pu être représentés dans les échanges par une variété de choses; mais le papier est celle qu'on a généralement choisie pour cet effet, parce qu'il est, par sa nature, facilement transférable, et de plus, capable de représen-

ter sous un très-petit volume et un très-léger poids les plus grandes sommes de métaux précieux en monnoies.

On a soin d'exprimer distinctement sur chaque pièce de papier les deux conditions qui la constituent essentiellement dans son caractère de représentant des métaux précieux, savoir, la quantité précise de ces métaux qu'elle est destinée de représenter, et le pouvoir de se réaliser en eux. Et pour distinguer le représentant du représenté, c'est-à-dire le papier des métaux précieux, on lui donne le nom de crédit, parce que tous ceux dans les mains desquels il passe doivent avoir la plus entière confiance, qu'il sera en leur pouvoir de le réaliser précisément en la même quantité de métaux précieux qu'il représente.

On distingue le crédit en crédit public et en crédit particulier. Le crédit public d'un peuple cultivateur est celui sur lequel est fondée sa circulation générale; et tout

crédit qui n'embrasse pas la circulation générale d'un peuple cultivateur n'est qu'un crédit particulier.

Il est manifeste que le crédit public a dû continuellement être le représentant et jamais le substitut des métaux précieux dans l'économie politique des peuples cultivateurs, puisque ce n'est qu'avec l'intervention des métaux précieux et non avec celle du simple papier, que ces peuples ont pu devenir capables de développer progressivement leur population, leur agriculture et leur manufacture.

Et comme le crédit public se seroit présenté sous la fonction de substitut et non sous celle de représentant des métaux précieux dans l'économie politique des peuples cultivateurs, s'il n'avoit pas été réalisable en ces métaux, il est évident que le pouvoir de se réaliser en métaux précieux a dû être inséparable de tout crédit public.

Cette importante distinction du crédit public en représentant, ou en substitut des métaux précieux dans la circulation générale des peuples cultivateurs, détermine clairement celle du papier en papier crédit ou en papier monnoie, c'est-à-dire le crédit public est papier crédit ou papier monnoie, suivant qu'il est revêtu ou destitué du pouvoir de se réaliser en métaux précieux.

Mais être réalisable en métaux précieux n'est pas encore tout ce qui distingue le papier crédit du papier monnoie dans l'économie politique des peuples cultivateurs; il faut, de plus, que le papier crédit se trouve continuellement revêtu dans le plus haut degré de certitude du pouvoir de se réaliser en métaux précieux, puisque c'est dans ce degré de certitude que tout attribut absolu doit exister dans la chose dont il détermine la nature.

Or, pour que le papier crédit se trouve

continuellement revêtu dans le plus haut degré de certitude du pouvoir de se réaliser en métaux précieux, il faut de toute nécessité deux choses; la première, qu'il soit réalisable ou à volonté ou à des jours distinctement énoncés; la seconde, que les métaux précieux qu'il représente soient continuellement prêts et déposés, soit immédiatement après son émission, soit avant les jours fixés à sa réalisation.

Car si un papier crédit n'étoit réalisable ni à volonté ni à des jours distinctement énoncés, il est clair que le pouvoir de se réaliser ne seroit pas certain en lui; et si les métaux précieux qu'un papier crédit représente n'étoient pas prêts et déposés, soit immédiatement après son émission, soit avant les jours fixés à sa réalisation, il est clair que le pouvoir de se réaliser n'existeroit pas en lui dans le plus haut degré de certitude.

Ainsi, tout papier crédit qui n'est réa-

lisable ni à volonté ni à des jours distinctement énoncés, ou dont les métaux précieux ne sont pas prêts et déposés, soit immédiatement après son émission, soit avant les jours fixés à sa réalisation, ne peut donner à ceux qui en sont porteurs qu'une certitude morale de pouvoir le réaliser. Et comme toute certitude morale n'est qu'une probabilité, il est manifeste que moins les porteurs d'un papier crédit sont certains de pouvoir le réaliser, plus ce papier crédit approche de la nature de papier monnoie.

Après avoir déterminé la vraie nature de tout crédit public, c'est-à-dire de tout papier crédit destiné à représenter les métaux précieux dans la circulation générale des peuples cultivateurs, on va considérer ce moyen important dans l'économie politique de ces peuples sous ses différens degrés de puissance.

Le crédit public est susceptible de deux

fonctions totalement distinctes dans la circulation générale des peuples cultivateurs, car il peut ne faire rien de plus que de simplement représenter les métaux précieux dans les échanges de ces peuples, ou il peut, de plus, multiplier indéfiniment la puissance naturelle de ces métaux. Et voici en quoi consiste essentiellement la différence de ces deux espèces de crédit public.

Dans le premier cas, il faut nécessairement qu'il y ait continuellement autant de métaux précieux prêts et déposés, que les émissions du crédit public en représentent; mais dans le second, les émissions du crédit public peuvent représenter beaucoup plus de métaux précieux qu'il n'est nécessaire d'en tenir prêts et déposés.

A la première de ces deux espèces de crédit public, c'est-à-dire à celle qui n'a pour toute fonction que de simplement représenter les métaux précieux dans les échanges, appartient tout crédit public

réalisable à volonté, puisqu'il est impossible qu'aucun crédit puisse être réalisable à volonté, s'il n'y a pas continuellement pour sa réalisation autant de métaux précieux prêts et déposés que ses émissions en représentent.

Car, quelqu'improbable qu'il puisse être, que tout le papier crédit, avec l'intervention duquel un peuple cultivateur opère sa circulation générale, soit présenté à-la-fois à sa réalisation, l'expérience n'a que trop prouvé que cela n'est pas impossible, et qu'un pareil événement peut être subitement provoqué par nombre de circonstances.

Ainsi, fonder la circulation générale d'un peuple cultivateur sur un papier crédit réalisable à volonté, et cependant ne tenir continuellement prêts et déposés qu'une partie des métaux précieux que les émissions de ce papier crédit représentent, parce qu'on peut imaginer de

n'en avoir jamais qu'une partie à réaliser à-la-fois ; c'est témérairement asseoir la prospérité d'un tel peuple sur un fondement mal assuré, et par conséquent l'exposer dans son économie politique à la plus effrayante calamité, à l'interruption de sa circulation générale.

Telle étant la nature de tout papier crédit réalisable à volonté, on voit clairement qu'il est impossible qu'avec l'assistance d'un pareil papier crédit, aucun peuple cultivateur puisse devenir capable de développer sa prospérité par des progrès non interrompus et continuellement croissans ; et que ce moyen présente un principe actif aussi impuissant, et par conséquent aussi faux dans l'économie politique des peuples cultivateurs, que le sont les balances du commerce extérieur et les mines des métaux précieux.

Car, comme tout crédit public réalisable à volonté doit continuellement avoir

autant de métaux précieux, prêts et déposés que ses émissions en représentent, si sa réalisation ne doit jamais dépendre des circonstances et n'être que purement contingente, il est évident qu'il ne peut être au pouvoir d'aucun peuple cultivateur de faire des progrès non interrompus et continuellement croissans dans les émissions d'un tel crédit, sans faire préalablement de pareils progrès dans la multiplication de ses métaux précieux.

Or, comme les seules sources dans lesquelles les peuples cultivateurs puissent puiser leurs métaux précieux sont les mines et les balances du commerce extérieur, et qu'il est impossible qu'aucun peuple cultivateur se procure les métaux précieux par ces deux moyens dans une progression non interrompue et continuellement croissante, il est de toute évidence, que tout peuple cultivateur qui ne fonde sa circulation générale que sur un papier crédit réalisable à volonté, doit éternellement

rester dans sa population, dans son agriculture, et dans sa manufacture au-dessous de sa prospérité possible.

Qu'on ait cherché à représenter les métaux précieux dans les échanges par du papier crédit, étoit indubitablement une idée heureuse dans l'économie politique ; et qu'on ait d'abord imaginé de rendre le papier crédit réalisable à volonté, pouvoit être nécessaire pour familiariser les hommes avec cette manière d'opérer leurs échanges. Mais qu'on ait perpétuellement laissé le crédit public dans son impuissante enfance, a certainement lieu de surprendre, et prouve manifestement qu'on n'a jamais su en quoi a dû consister et par quels moyens a dû pouvoir être imperturbablement développée la vraie prospérité des peuples cultivateurs.

Car si on avoit su se convaincre, que dans tout peuple cultivateur uue prospérité continuellement plus grande a dû né-

cessairement dépendre d'une circulation générale continuellement plus grande, et qu'une circulation générale continuellement plus grande a dû nécessairement dépendre d'une masse de métaux précieux continuellement plus grande, il auroit été de toute impossibilité qu'on eût pu fonder l'économie politique d'aucun peuple cultivateur sur un papier crédit réalisable à volonté, et par conséquent uniquement destiné à ne représenter, dans la circulation générale, que précisément autant de métaux précieux qu'il obligeroit d'en retrancher pour sa réalisation.

Ce n'est donc manifestement que sous la seconde des deux grandes fonctions dont le crédit public est susceptible, c'est-à-dire sous celle de multiplier artificiellement la puissance naturelle des métaux précieux, qu'il peut placer dans les mains des gouverneurs des peuples cultivateurs le commandement absolu de tous les métaux précieux nécessaires, pour élever ces

peuples graduellement à leur complète circulation générale, et par conséquent à toute leur prospérité possible.

Et comme ce crédit public n'a jamais été pratiqué ni connu, quoiqu'il eût dû se présenter depuis long-temps, comme le seul vrai principe actif de l'économie politique des peuples cultivateurs, à l'esprit des gouverneurs comme à celui des instructeurs de ces peuples; on va le développer clairement et dans ses conditions et dans sa puissance, après avoir parlé des banques publiques de circulation, de l'importance desquelles on s'est formé jusqu'ici de si fausses idées.

*Banques Publiques de Circulation.*

UNE banque publique de circulation est une association que forment entr'eux sous l'autorité du gouvernement des individus d'un peuple cultivateur, dans la vue d'entreprendre sa circulation générale avec l'intervention d'un papier crédit réalisable à volonté.

Ainsi, pour que le crédit des banques publiques de circulation pût être tel qu'elles l'annoncent et qu'elles s'engagent si formellement à le maintenir, c'est-à-dire, réalisable à volonté, il faudroit nécessairement qu'elles tinssent continuellement autant de métaux précieux prêts et déposés, qu'elles mettroient de papier crédit dans la circulation générale.

Mais c'est ce qu'elles ne font jamais; car comme elles ne s'attendent jamais à avoir à réaliser à-la-fois la totalité du crédit

qu'elles livrent à la circulation générale, et que dans les circonstances ordinaires l'expérience leur donne des notions assez probables de la proportion de ce crédit qu'elles peuvent avoir à réaliser annuellement; elles ne sont pas dans l'habitude de tenir prêts et déposés plus de métaux précieux qu'il n'en faut pour répondre à cette proportion. Et c'est de cette infidélité qu'émanent immédiatement leurs profits.

Car les profits des banques publiques de circulation consistent principalement à escompter avec leur papier crédit des crédits particuliers, et à gagner sur ces escomptes, effectués en simple papier, le même intérêt que donnent des escomptes réalisés en métaux précieux. Et ce n'est uniquement que pour avoir pénétré ces profits dans les banques publiques de circulation et par nul autre motif, que des individus se sont déterminés à fonder ces banques dans quelques peuples cultivateurs.

Les banques publiques de circulation présentent donc manifestement dans leur institution des vices qui auroient dû les bannir à jamais de l'économie politique des peuples cultivateurs, si on n'avoit pas resté jusqu'à ce jour dans l'ignorance des vrais moyens, sur lesquels a dû être fondé le vrai développement de la prospérité de ces peuples.

Le premier vice de ces banques est, que dans toutes leurs opérations elles n'ont continuellement pour objet que leur propre prospérité, et jamais directement celle des peuples cultivateurs dans le sein desquels elles existent; et que ce n'est par conséquent qu'à leurs seuls intérêts, et non aux besoins de la circulation générale de ces peuples, qu'elles cherchent continuellement à ajuster les émissions de leur papier crédit.

Car toutes les fois qu'il est de l'intérêt de ces banques de restreindre ou de pro-

diguer les émissions de leur papier crédit, et par conséquent de les laisser au-dessous ou de les porter au-delà de leurs justes proportions, elles s'y déterminent sans égards quelconques pour les besoins de la circulation générale, et sans jamais s'embarrasser de rien de plus que de leurs propres convenances.

Ainsi s'être promis de l'institution des banques publiques de circulation des progrès solides dans le développement de la vraie prospérité des peuples cultivateurs, étoit déjà se tromper infiniment, puisque c'étoit attendre de ces banques ce qu'elles n'avoient pas même la volonté de faire.

Mais quand on supposeroit que les banques publiques de circulation eussent pu perdre de vue leurs propres intérêts, et ne jamais se proposer autre chose dans les émissions de leur papier crédit, que des progrès non interrompus et continuellement croissans dans la circulation géné-

rale des peuples cultivateurs, il auroit été de toute impossibilité qu'elles eussent trouvé moyen de remplir cette tâche avec un papier crédit réalisable à volonté, comme on l'a si démonstrativement prouvé dans l'article précédent. Et c'est là le second vice que présentent ces banques dans leur institution.

On voit donc combien a été illusoire, sous tous les rapports, l'opinion qu'on s'est formée du mérite des banques publiques de circulation dans le vrai développement de la prospérité des peuples cultivateurs, puisque rien ne pouvoit être plus chimérique que d'espérer de ces banques ce qu'elles n'avoient ni la volonté ni le pouvoir d'effectuer.

Il reste à tracer la raison qui peut avoir donné lieu à une aussi grande erreur dans l'économie politique, que l'est celle d'avoir considéré les banques publiques de circulation, comme des établissemens d'une

efficacité importante dans le développement progressif de la prospérité des peuples cultivateurs.

L'expérience a montré des peuples cultivateurs qui, après avoir long-temps langui dans le développement de leur prospérité, ont enfin fait des progrès sensibles dans leur population, dans leur agriculture et dans leur manufacture, du moment où des banques publiques de circulation se sont établies dans leur sein, et ont entrepris leur circulation générale par le crédit. Et c'est de ces faits qu'on est parti pour se persuader que ce n'étoit qu'à des banques publiques de circulation, que les peuples cultivateurs pouvoient devoir des progrès réels dans leur prospérité.

Mais ce n'étoit pas assez d'avoir appris de l'expérience que des peuples cultivateurs ont dû aux banques publiques de circulation l'avancement de leur prospérité, pour regarder ces banques comme

des moyens importans dans l'économie politique, il falloit nécessairement savoir de quelle nature a pu être la prospérité, qu'elles ont été capables de développer dans des peuples qui leur ont confié leur circulation générale; et c'est ce qu'on va voir.

Il est manifeste que les banques publiques de circulation, en émettant une plus grande proportion de papier crédit qu'elles ne gardent de métaux précieux prêts et déposés pour sa réalisation, augmentent par-là artificiellement la masse des métaux précieux dans les échanges, et par conséquent la circulation générale. Et comme augmenter la circulation générale d'un peuple cultivateur est nécessairement augmenter sa prospérité, on voit clairement comment les peuples cultivateurs ont pu devoir des progrès dans leur population, dans leur agriculture et dans leur manufacture, aux opérations des banques publiques de circulation.

Mais comme multiplier à un peuple cultivateur la chose, avec l'intervention de laquelle il opère ses échanges, sans la lui multiplier continuellement dans l'exacte proportion des progrès qu'il fait dans le développement de sa population, de son agriculture et de sa manufacture, n'est le faire jouir que d'une fausse prospérité, il est évident que nul peuple cultivateur ne peut devenir capable de prospérer régulièrement par une banque publique de circulation qui, dans les principes de son institution, ne cherche continuellement à adapter les émissions de son papier crédit qu'à ses propres circonstances.

D'ailleurs, quand les banques publiques de circulation auroient pu se déterminer à ne jamais émettre ni plus ni moins de papier crédit que n'en auroient exigé des progrès non interrompus et continuellement croissans dans le développement de la prospérité des peuples cultivateurs, comment auroit-il été possible qu'elles

eussent été capables, sans le plus effrayant danger pour ces peuples, de multiplier indéfiniment un papier crédit pour la réalisation duquel elles n'auroient jamais pu tenir prêts et déposés qu'une très-foible proportion de métaux précieux?

Car dans leurs principes constitutifs, il faut, de toute nécessité, que les banques publiques de circulation émettent continuellement beaucoup plus de papier crédit qu'elles ne tiennent de métaux précieux prêts et déposés, puisque de là leur viennent tous leurs profits, et que ce n'est que pour ces profits seuls que des individus ont eu l'idée de fonder ces banques.

Il faut donc aussi, de toute nécessité, que la plus grande partie du papier crédit que les banques publiques de circulation émettent ne soit jamais revêtu dans le plus haut degré de certitude du pouvoir de se réaliser en métaux précieux, et se trouve par conséquent destitué de la plus absolue

condition qu'exige nécessairement tout papier crédit qui doit avoir la puissance d'élever les peuples cultivateurs à toute leur prospérité possible.

Et quoique dans les circonstances ordinaires un pareil papier crédit puisse être long-temps reçu avec confiance dans la circulation générale, il est de toute impossibilité qu'aucune banque publique de circulation ait la certitude que tôt ou tard des circonstances imprévues n'en forcent sur elle à-la-fois beaucoup plus qu'elle n'est capable de réaliser, et ne le dépouillent ainsi dans l'opinion publique de toute valeur, et par conséquent de toute fonction dans les échanges.

On a été assez inconsidéré pour s'être laissé éblouir par les grandes propriétés que possèdent généralement les banques publiques de circulation, soit en créances sur leurs gouvernemens, soit en terres et autres biens fonds, et pour avoir vu dans

ces propriétés un gage suffisant de la solidité de leur papier crédit, sans réfléchir que ce n'est pas de la solidité définitive du papier crédit de ces banques, mais de l'inviolable stabilité de ses fonctions dans les échanges que dépend le salut des peuples qui leur confient leur circulation générale.

Une banque publique de circulation peut bien, en réalisant ses propriétés, devenir capable de satisfaire avec le temps les porteurs de tout le papier crédit, qu'il n'auroit pas été en son pouvoir de réaliser à présentation; mais elle n'en auroit pas moins amené sur le peuple, qui se seroit reposé sur elle pour sa circulation générale, la plus grande de toutes les calamités, l'interruption de ses échanges par le total avilissement de la chose avec laquelle il auroit été dans l'habitude de les pratiquer.

Sous tel point de vue qu'on puisse donc envisager les banques publiques de circu-

lation, on ne voit en elles que des établissemens, non-seulement incapables d'assister les peuples cultivateurs solidement dans le développement progressif de leur vraïe prospérité, mais de plus infiniment dangereux pour ces peuples par les revers, auxquels nombre d'événemens peuvent subitement exposer leur crédit.

Mais quelque grande que soit l'imperfection des banques publiques de circulation dans l'économie politique des peuples cultivateurs, on auroit pu au moins apprendre d'elles l'infaillible manière dont tout peuple cultivateur peut devenir capable de faire des progrès dans le développement de sa population, de son agriculture et de sa manufacture, et l'on n'auroit plus eu qu'à découvrir comment ces progrès pouvoient être non interrompus et continuellement croissans.

Car s'il est certaīn que ce n'est uniquement que pour avoir livré à la circulation

générale plus de papier crédit qu'elles n'en retranchoient de métaux précieux, que les banques publiques de circulation ont été capables d'opérer des progrès dans la prospérité des peuples cultivateurs, il étoit clair que multiplier à un peuple cultivateur la masse de ses métaux précieux artificiellement, c'est-à-dire par le crédit, étoit un moyen infaillible de le faire prospérer.

Ainsi, pour faire prospérer les peuples cultivateurs imperturbablement, il n'y avoit plus qu'un pas à faire, celui de trouver un crédit qui n'eût aucune des imperfections de celui des banques publiques de circulation; et c'est à développer un crédit aussi précieux dans l'économie politique de l'espèce humaine qu'on va vouer la dernière partie de cet écrit.

## *Vrai Crédit Public.*

On a vu clairement dans les articles précédens, pourquoi nulle part sur la terre il n'a été au pouvoir des peuples cultivateurs de faire des progrès non interrompus et continuellement croissans dans le développement de leur prospérité, et que ce n'est que parce qu'on n'a jamais su appliquer à l'économie politique de ces peuples que des moyens imparfaits et infiniment disproportionnés dans leur puissance à la grandeur des effets qu'on s'en étoit promis. Et l'expérience ne laisse pas plus de doute sur cette fatale vérité que n'en laissent les raisons sur lesquelles on l'a établie d'une manière si démonstrative.

Car en portant les regards sur les peuples de l'Europe, en voit-on un seul qui, malgré tous ses efforts, ne reste perpétuellement bien au-dessous de sa population possible? Un seul qui n'offre dans son sein

le honteux spectacle d'une grande étendue de terres incultes, et d'une grande proportion d'hommes jouissant à peine des premières nécessités de la vie? Un seul dont la circulation générale ne soit des plus désordonnées, trop abondante dans des parties, et morte dans d'autres? Un seul qui ne soit infiniment loin de déployer sur son territoire cette magnificence en richesses de la nature et en monumens des arts, qui accompagneroit inséparablement l'imperturbable développement de sa population, de son agriculture et de sa manufacture? En un mot, un seul dont la prospérité, quelque florissante qu'il puisse l'imaginer, ne soit pour ainsi dire pauvreté, lorsqu'on la compare avec toute celle dont il deviendroit susceptible, par la simple application à son économie politique d'un principe actif capable de la développer?

Voilà comment le commerce extérieur, les mines des métaux précieux et le crédit

réalisable à volonté, ont été capables de faire prospérer les peuples cultivateurs, et comment ces peuples continueroient à prospérer, si ceux qui les gouvernent persistoient à laisser leur économie politique fondée sur des moyens aussi impuissans.

Car s'il est démontré que nul peuple cultivateur ne peut devenir capable de développer sa vraie prospérité par la seule application des métaux précieux à sa circulation générale, il est manifeste que les peuples cultivateurs n'ont pu devoir jusqu'ici, et ne pourroient éternellement devoir au commerce extérieur et aux mines des métaux précieux qu'une fausse prospérité.

Et s'il est également démontré que nul peuple cultivateur ne peut devenir capable de développer sa vraie prospérité par un crédit qui exigeroit nécessairement, pour être sans cesse universellement réalisable dans le plus haut degré de certitude, qu'on

retranchât continuellement de la circulation générale précisément autant de métaux précieux que ses émissions en représenteroient, il est manifeste que les peuples cultivateurs n'ont pu devoir jusqu'ici, et ne pourroient éternellement devoir au crédit réalisable à volonté qu'une fausse prospérité.

Car ne faire prospérer un peuple cultivateur que d'une prospérité nécessairement sujette à décliner, s'arrêter et rétrograder, et qui par conséquent doit nécessairement disparoître tôt ou tard, et amener sur lui la misère; c'est manifestement ne le faire jouir que d'une prospérité fausse, puisque ce n'est que dans la jouissance d'un bien-être physique continuellement croissant que consiste la vraie prospérité de tout peuple cultivateur.

C'étoit certainement avoir fait une grande avance vers la perfection de l'économie politique des peuples que d'avoir imaginé

de fonder leur circulation générale sur le crédit, puisque nul peuple n'auroit pu devenir capable de s'élever à sa vraie prospérité, s'il n'avoit jamais pratiqué ses échanges autrement qu'avec des métaux précieux en nature.

Mais le malheur a été qu'on n'a jamais su pénétrer la vraie raison pourquoi, avec l'intervention du crédit, les peuples cultivateurs ont dû pouvoir devenir plus capables de développer leur prospérité qu'avec celle des métaux précieux en nature.

Car si on avoit su se former une idée claire de la manière dont le crédit a pu acquérir la puissance d'élever les peuples cultivateurs à toute leur prospérité possible, il auroit été impossible qu'on eût pu imaginer cette puissance dans un crédit réalisable à volonté; c'est-à-dire dans un crédit incapable, si sa réalisation ne devoit pas perpétuellement être contingente,

d'opérer une circulation générale plus grande que ne l'opéreroient les métaux précieux eux-mêmes s'ils circuloient en nature.

On auroit senti que nul crédit ne pourroit devenir capable de surpasser en puissance les métaux précieux, qu'autant qu'il représenteroit continuellement, dans la circulation générale des peuples cultivateurs, beaucoup plus de métaux précieux que n'en posséderoient et n'en pourroient jamais posséder ces peuples; et l'on se seroit enfin convaincu que ce n'étoit que d'un crédit réalisable à des jours distinctement énoncés, et de nul autre quelconque, qu'on pouvoit se promettre ce suprême avantage.

Car c'est ce crédit seul qui, dans chaque peuple cultivateur, est susceptible d'être multiplié indéfiniment; c'est ce crédit seul qui, dans l'universalité de ses émissions, peut sans cesse être réalisable dans le plus

haut degré de certitude; c'est ce crédit seul qui n'exige continuellement pour sa réalisation qu'une modique masse de métaux précieux; en un mot, c'est ce crédit seul qui peut multiplier indéfiniment la puissance naturelle des métaux précieux, et par conséquent rendre ces métaux artificiellement capables d'opérer dans chaque peuple cultivateur une circulation générale infiniment plus grande qu'ils ne pourroient l'opérer naturellement, c'est-à-dire par eux-mêmes.

Ce n'est donc aussi que ce crédit seul qui réunit en lui toutes les conditions qu'exige d'une manière si absolue le vrai principe actif de l'économie politique de l'espèce humaine, c'est-à-dire le vrai moyen par lequel les gouverneurs de la terre peuvent devenir capables de créer sur cette planète un nouvel ordre de choses, en la couvrant d'un côté de splendeur et de magnificence, et de l'autre d'hommes imperturbablement heureux.

On ne doit donc avoir besoin de rien de plus pour déterminer les gouverneurs de la terre à saisir ce moyen précieux, et à le substituer à tous ceux sur lesquels ils ont si vainement fondé jusqu'ici l'économie politique de leurs peuples, que de le leur présenter clairement sous toute sa puissance; et c'est ce qu'on va faire.

Mais comme nul peuple ne peut avoir besoin, pour devenir capable de développer sa prospérité dans une progression non interrompue et continuellement croissante, de multiplier sa circulation générale, et par conséquent la masse de ses métaux précieux à l'infini, on circonscrira le crédit public dans des limites raisonnables, et on lui attribuera seulement le pouvoir de multiplier artificiellement toute masse naturelle de métaux précieux dans la proportion d'un à vingt-cinq, ou, ce qui est la même chose, le pouvoir d'opérer continuellement une circulation générale vingt-cinq fois aussi grande que le seroit

celle qui résulteroit des seuls métaux précieux en nature, qui serviroient dans chaque cas de gage à ses émissions.

Ainsi, c'est sur ce pied qu'on appliquera le crédit public à l'économie politique de l'espèce humaine; car ce n'est plus que sous ce nom qu'on désignera le crédit réalisable à des jours distinctement énoncés, puisque de tous les crédits imaginables dans la circulation générale des peuples cultivateurs, il est le seul qui mérite ce nom.

Et pour la parfaite intelligence de la manière dont les gouverneurs de la terre ont pu devenir capables de se ménager continuellement le commandement absolu de tous les métaux précieux nécessaires au développement imperturbable de la prospérité de leurs peuples; on va leur tracer les opérations du crédit public dans un exemple.

On suppose donc qu'un peuple cultiva-

teur a fait un progrès quelconque dans le développement de sa prospérité, c'est-à-dire qu'il a augmenté dans une proportion quelconque la masse des productions de son travail dans l'agriculture et dans la manufacture, puisque l'un est la même chose que l'autre, et qu'il a nécessairement besoin, pour ne pas décliner de ce progrès et pour s'y maintenir, que ses gouverneurs lui augmentent sa circulation générale de vingt millions de livres, cette somme étant jugée la juste proportion, dans laquelle le progrès dans sa prospérité exige qu'il augmente la masse de ses métaux précieux. Le mot livre n'est pris ici que dans un sens général, et sans application à aucune monnoie particulière.

Il est clair que les gouverneurs de ce peuple cultivateur, avant de pouvoir verser vingt millions de livres dans sa circulation générale, ont dû nécessairement avoir le commandement de cette somme; et l'on va leur faire voir comment le crédit

public a pu les rendre capables de la créer immédiatement eux-mêmes dans leurs mains.

Aussi-tôt qu'ils auroient reconnu l'indispensable nécessité de cette opération pour les besoins de la circulation générale du peuple qu'ils gouverneroient, ils formeroient dans leurs mains et se donneroient par conséquent eux-mêmes vingt-cinq émissions du crédit public, représentatives chacune de 800,000 livres, et munies du pouvoir d'être successivement réalisables en métaux précieux dans l'intervalle de vingt-cinq ans, à raison d'une à la fin de chaque année.

Ces vingt-cinq émissions du crédit public seroient donc timbrées des nombres 1, 2, 3, 4, 5, &c. jusqu'à 25, pour fixer à chacune l'année à la fin de laquelle elle seroit réalisable. Et dans chacune des vingt-cinq émissions, les 800,000 livres pourroient être subdivisées en autant

d'émissions partielles qu'on jugeroit à propos jusqu'à la plus basse de toutes, qu'on limiteroit de manière à laisser continuellement une proportion convenable de métaux précieux dans la circulation générale.

Immédiatement après avoir formé dans leurs mains les vingt-cinq émissions du crédit public, les gouverneurs du peuple cultivateur supposé déposeroient 800,000 livres de métaux précieux en nature, pour servir de gage à la réalisation de la première, en ajoutant à ce dépôt 200,000 livres de plus pour être appliquées, sur le pied d'un pour cent, à l'intérêt des vingt-cinq.

Immédiatement après la fin de la première année, et soit que la première des vingt-cinq émissions eût ou n'eût pas été présentée en totalité à sa réalisation, ils déposeroient de nouveau 800,000 livres de métaux précieux en nature, pour servir de gage à la réalisation de la seconde, en

ajoutant à ce dépôt 192,000 livres, pour être appliquées à l'intérêt des vingt-quatre restantes.

De même, immédiatement après la fin de la seconde année, et soit que la seconde des vingt-cinq émissions eût ou n'eût pas été présentée en totalité à sa réalisation, ils déposeroient de nouveau 800,000 livres de métaux précieux en nature, pour servir de gage à la réalisation de la troisième, en ajoutant à ce dépôt 184,000 livres, pour être appliquées à l'intérêt des vingt-trois restantes.

Et ils procéderoient ainsi jusqu'à la réalisation de la vingt-cinquième et dernière émission, sous la plus absolue obligation de consacrer à tous ces dépôts non-seulement une proportion correspondante de leur revenu public ordinaire, mais de plus un édifice particulier et librement accessible dans tous les temps à tous les ordres d'hommes.

Telles seroient les conditions auxquelles les gouverneurs des peuples cultivateurs conformeroient inviolablement les opérations du crédit public dans le développement de la prospérité de ces peuples. Et dans cet ordre des choses, il seroit moralement impossible que les émissions du crédit public ne fussent pas continuellement reçues dans la circulation générale non-seulement avec la plus grande confiance, mais avec plus d'empressement que ne le seroient les métaux précieux en nature.

Car comme les métaux précieux qu'elles représenteroient se trouveroient continuellement prêts et déposés un an, et par conséquent long-temps avant les jours fixés à leur réalisation, il est évident qu'elles se trouveroient continuellement revêtues du pouvoir de se réaliser dans le plus haut degré de certitude.

On attribue au crédit public un intérêt annuel d'un pour cent, afin de lui assurer

continuellement dans la circulation générale une valeur supérieure à celle des métaux précieux. Car, comme il a dû devenir le seul principe actif de l'économie politique des peuples cultivateurs, les individus de ces peuples ont dû avoir un motif déterminant pour lui donner dans tous leurs échanges la préférence sur les métaux précieux en nature.

Voilà comment le crédit public peut rendre les gouverneurs de la terre capables de multiplier continuellement eux-mêmes dans leurs mains les métaux précieux, et de remplir ainsi dans la plus parfaite indépendance de tout commerce extérieur, de toute banque publique de circulation, de toutes conquêtes, en un mot, de tout autre concours que de celui de leur seule volonté, la plus absolue condition de l'économie politique de leurs peuples.

Mais après avoir fait voir aux gouver-

neurs du peuple cultivateur supposé avec quelle facilité et quelle économie ils ont pu devenir capables de se procurer les vingt millions de livres nécessairement à verser dans sa circulation générale, pour la maintenir imperturbablement dans les progrès de sa prospérité, il reste à leur indiquer de quelle manière ils ont dû s'acquitter de cet important devoir. Et c'est ce qu'on va faire après avoir établi préliminairement quelques principes fondamentaux.

Du moment où les peuples cultivateurs se sont déterminés à pratiquer leurs échanges, c'est-à-dire leurs achats et ventes avec l'intervention des métaux précieux, leurs consommateurs se sont naturellement divisés en deux classes essentiellement distinctes, en consommateurs indépendans et en consommateurs dépendans.

Par consommateur on doit entendre dans les vrais principes de l'économie po-

litique, tout homme qui achète des productions de l'agriculture et de la manufacture, ou, ce qui est la même chose, de la subsistance et des choses façonnées et adaptées à des usages, dans la vue de les appliquer à ses propres besoins.

Les consommateurs indépendans d'un peuple cultivateur sont ceux qui peuvent continuellement devenir des acheteurs, sans avoir besoin pour cet effet d'être préalablement des vendeurs, et les consommateurs dépendans, ceux qui ne peuvent devenir des acheteurs qu'après avoir été des vendeurs.

A la première de ces deux classes de consommateurs appartiennent dans tout peuple cultivateur les hommes qui possèdent continuellement d'avance les métaux précieux, telle que puisse être la source constante dans laquelle ils les puisent; et à la seconde, les agriculteurs et les manufacturiers, puisque ce n'est con-

tinuellement que par la vente de leur subsistance et de leurs choses façonnées et adaptées à des usages qu'ils peuvent acquérir les métaux précieux. Et de cet ordre de choses émanent clairement trois grands principes dans l'économie politique des peuples cultivateurs.

Le premier que dans tout peuple cultivateur la consommation des agriculteurs et des manufacturiers suppose nécessairement avant elle celle des consommateurs indépendans, puisque ce n'est que des seules mains de ces consommateurs que les agriculteurs et les manufacturiers peuvent recevoir les métaux précieux nécessaires pour pouvoir devenir à leur tour des consommateurs, savoir, les agriculteurs, de choses façonnées et adaptées à des usages, et les manufacturiers, de subsistance.

Le second que dans tout peuple cultivateur la consommation actuelle des

consommateurs indépendans devient la mesure de la consommation possible des agriculteurs et des manufacturiers, puisqu'il est impossible que ces deux classes d'hommes puissent excéder dans leur consommation les métaux précieux qu'ils reçoivent des mains des consommateurs indépendans en échange de leur subsistance et de leurs choses façonnées et adaptées à des usages.

Le troisième, que dans tout peuple cultivateur, la consommation des consommateurs indépendans, détermine la consommation générale. Car comme la consommation générale d'un peuple cultivateur embrasse dans sa totalité la consommation des consommateurs indépendans et celle des agriculteurs et des manufacturiers, et que la première de ces deux consommations est la mesure de la seconde, il est évident que dans le cours naturel des choses, la consommation générale d'un peuple cultivateur est en raison directe

de celle de ses consommateurs indépendans.

Or, comme dans tout peuple cultivateur la consommation générale consiste dans l'universalité des échanges de subsistance et de choses façonnées et adaptées à des usages, qui s'effectuent entre ses consommateurs indépendans, ses agriculteurs et ses manufacturiers, et que c'est dans l'universalité de ses échanges que consiste la circulation générale; il est manifeste que la circulation générale d'un peuple cultivateur est, comme sa consommation générale, en raison directe de la consommation de ses consommateurs indépendans.

Ainsi, toute variation qu'éprouve un peuple cultivateur dans la consommation de ses consommateurs indépendans, opère naturellement une variation égale dans sa circulation générale et par conséquent dans sa prospérité. Et de-là deux vérités

importantes dans l'économie politique des peuples cultivateurs.

La première, qu'un peuple cultivateur n'est dans un cours de progrès continuellement croissans dans sa circulation générale, et par conséquent dans sa prospérité, que lorsque ses consommateurs indépendans font des progrès continuellement croissans dans leur consommation.

La seconde, qu'un peuple cultivateur décline, s'arrête ou rétrograde nécessairement dans les progrès de sa circulation générale et par conséquent dans ceux de sa prospérité, lorsque ses consommateurs indépendans déclinent, s'arrêtent ou rétrogradent dans leur consommation.

Ces indubitables vérités, que l'on vient de développer si démonstrativement de la vraie nature de l'économie politique des peuples cultivateurs, apprennent donc aux gouverneurs du peuple cultivateur supposé, comment ils ont dû verser dans sa

circulation générale les vingt millions de livres qu'ils se sont donnés par le crédit public, et que c'est en vouant cette somme immédiatement à leur consommation.

Car les gouverneurs des peuples cultivateurs ont non-seulement été destinés à fournir eux seuls à ces peuples tous les métaux précieux nécessaires au développement imperturbable de leur prospérité, mais encore à être continuellement leurs plus grands consommateurs, et par conséquent les plus grands promoteurs du travail de leurs agriculteurs et de leurs manufacturiers ; puisque leur consommation a dû non-seulement porter directement sur tous leurs besoins particuliers en nécessités, en commodités et en agrémens de la vie, mais de plus indirectement sur une multitude de besoins publics, auxquels il a dû être de leur devoir, en leur qualité de gouverneurs, de pourvoir avec plus d'empressement encore qu'à leurs besoins particuliers.

C'est à eux qu'il a dû appartenir de maintenir les agens nécessaires dans toutes les branches du gouvernement et de l'économie politique, comme aussi tous les hommes dont ils s'entoureroient dans leur pompe ; c'est à eux qu'il a dû appartenir de rendre les fleuves et les rivières navigables dans tout leur cours, de lier ensemble toutes les parties de leurs territoires par des communications faciles en chemins, en canaux et en ponts, de fonder de nouveaux villages, de nouveaux bourgs, de nouvelles villes par tout où les progrès de la population les demanderoient; en un mot, c'est à eux qu'il a dû appartenir, de pourvoir généralement à tous les établissemens, soit de nécessité, soit de commodité, soit de pure magnificence, que la tranquillité, la sécurité et la splendeur de la prospérité de leurs peuples exigeroient.

Ce sont donc aussi eux qui indirectement ont dû être considérés comme les consommateurs de toute la subsistance et

de toutes les choses façonnées et adaptées à des usages, que consommeroient ensemble directement tous les hommes, avec l'intervention et le concours desquels ils pourvoiroient continuellement à ces grands besoins publics. Et l'on va voir que c'est nécessairement par leur consommation directe et indirecte, qu'ils ont dû devenir la grande cause efficiente du développement progressif de la prospérité de leurs peuples.

Deux classes d'hommes, les agriculteurs et les manufacturiers, ont été destinés à tirer la terre, par leur travail, de l'état informe et sauvage dans lequel elle est sortie des mains de la nature; les agriculteurs, en enrichissant sa surface de toute la subsistance et de toutes les autres productions qu'elle a le pouvoir de jeter hors de son sein avec tant de profusion, et les manufacturiers en façonnant et adaptant dans tous les arts et dans tous les règnes de la nature les productions brutes à tous les usages possibles.

Pour déterminer les agriculteurs et les manufacturiers à multiplier leur travail et par conséquent les richesses naturelles et artificielles de la terre dans une progression non interrompue et continuellement croissante, rien de plus n'a dû être nécessaire qu'une troisième classe d'hommes, qui fût continuellement prête à consommer ces richesses en échanges de métaux précieux.

Et pour déterminer cette troisième classe d'hommes à consommer les richesses naturelles et artificielles de la terre dans une progression non interrompue et continuellement croissante, rien de plus n'a dû être nécessaire, que de multiplier dans une pareille progression les métaux précieux dans ses mains.

Ainsi, gouverner un peuple cultivateur dans les vrais principes de l'économie politique, n'a dû être rien de plus que de multiplier continuellement les métaux

précieux à ses consommateurs indépendans; dans l'exacte proportion des progrès que feroient ses agriculteurs et ses manufacturiers dans la multiplication des richesses naturelles et artificielles de la terre. Et c'est la raison pourquoi, dans chaque peuple cultivateur, cette importante fonction a dû exclusivement appartenir à ses gouverneurs.

Car, les gouverneurs de chaque peuple cultivateur sont de tous ses consommateurs indépendans les seuls capables de remplir continuellement les deux grandes conditions qu'exige d'une manière si absolue le cours imperturbable de sa prospérité, puisqu'eux seuls peuvent multiplier à leur gré les métaux précieux dans leurs mains par le crédit public, et qu'eux seuls peuvent continuellement s'assurer par des signes certains des besoins progressifs de la circulation générale, pour y proportionner sans cesse leur consommation directe et indirecte, et

par conséquent les émissions du crédit public.

Et tous les autres consommateurs indépendans d'un peuple cultivateur n'ont dû être dans le développement de sa prospérité que des consommateurs subordonnés et purement auxiliaires à ses gouverneurs, puisque ce n'est continuellement qu'à la multiplication progressive des émissions du crédit public dans la circulation générale, ou ce qui est la même chose, qu'au cours d'une prospérité continuellement croissante, qu'ils ont pu devoir la multiplication progressive de leurs métaux précieux, et par conséquent celle de leur consommation en nécessités, en commodités et en agrémens de la vie.

On croît donc avoir démonstrativement prouvé dans cet écrit deux grandes vérités dans le gouvernement de l'espèce humaine ; la première, qu'avec l'assistance du crédit public proposé, rien ne manque

aux gouverneurs de la terre pour élever leurs peuples imperturbablement à toute leur prospérité possible; la seconde, que sans ce crédit, il est de toute impossibilité qu'aucun peuple de la terre puisse devenir capable de prospérer autrement que d'une prospérité précaire, et nécessairement sujette à décliner, s'arrêter et rétrograder.

Et s'il est impossible d'opposer le moindre doute à ces deux vérités, on doit être convaincu qu'il n'existe pas en Europe un seul peuple qui ne voulût voir le crédit public proposé, dans les mains de ses gouverneurs, s'il pouvoit avoir la certitude qu'ils effectueroient continuellement avec fidélité et ne violeroient jamais le dépôt des gages consacrés à ses émissions. Il ne reste donc plus qu'à pénétrer les peuples de cette confiance.

Comparer le crédit qu'on propose, à cette foule de crédits qu'on a pratiqués jusqu'ici sous tant de dénominations diffé-

rentes, non dans la vue d'avancer la prospérité des peuples, mais comme de purs expédiens de finances, et le croire susceptible des mêmes vicissitudes auxquelles ces crédits ont été si généralement sujets, seroit confondre ensemble des choses si généralement dissemblables dans toutes leurs conditions, qu'elles n'ont de commun entr'elles que le seul nom.

C'est dans leurs nécessités que les gouvernemens ont enfanté tous ces crédits, et c'est dans leurs embarras qu'ils en ont anéanti ou déprécié la valeur; soit en les multipliant alors au-delà de leurs moyens, c'est-à-dire au-delà des métaux précieux qu'ils étoient capables de commander pour leur réalisation, soit en détournant de leur réalisation les métaux précieux qu'ils s'étoient engagés d'y destiner, pour les vouer à d'autres usages.

Car, comment auroit-il été possible que ces crédits eussent pu perdre de leur va-

leur dans l'opinion publique, et ne pas être continuellement reçus dans la circulation générale précisément comme l'auroient été les métaux précieux qu'ils auroient représentés, si ces métaux avoient été continuellement prêts et déposés avant les jours fixés à leur réalisation?

Et comment auroit-il été possible qu'on eût pu craindre que ces crédits n'eussent pas été inviolablement réalisés dans leur pleine valeur, si les gouvernemens n'avoient jamais eu ni pu avoir intérêt de toucher aux dépôts des gages consacrés à leur réalisation?

Ce seroit donc sans fondement quelconque, qu'on imagineroit le crédit qu'on propose, exposé aux mêmes avilissemens qu'ont éprouvés, et dû nécessairement éprouver tous les autres crédits, puisqu'il est impossible de trouver une raison pourquoi, depuis l'instant de son émission jusqu'à celui de sa réalisation, il ne circuleroit

pas invariablement sous toute la valeur des métaux précieux qu'il représenteroit.

Car ce crédit auroit non-seulement tous les métaux précieux qu'il représenteroit continuellement prêts et déposés un an avant les jours fixés à la réalisation de ses émissions ; mais des gardiens publics surveilleroient tous ces dépôts, et en garantiroient sans cesse et la ponctuelle exécution et l'inviolable destination, comme on va le faire voir, en supposant pour un moment ce crédit établi dans quelqu'une des nations de l'Europe.

Si par exemple, le gouvernement de la Grande-Bretagne prenoit la résolution d'appliquer pour l'avenir le crédit qu'on propose, à son économie politique, on choisiroit annuellement dans le parlement sept membres qui répondroient à la nation de tous les dépôts qu'exigeroient graduellement pour leur réalisation, les émissions de ce crédit, et dont le ministère embras-

seroit par conséquent, sans cesse, trois grandes fonctions.

La première, d'avoir soin que dans chaque opération du crédit public les métaux précieux que représenteroient les vingt-cinq émissions, fussent graduellement déposés avec ponctualité, savoir, ceux de la première avant qu'aucune fût sortie des mains du gouvernement pour être livrée à la circulation générale, et ceux de chacune des vingt-quatre autres, un an avant le jour fixé à sa réalisation.

La seconde, d'assigner aux dépôts de chaque opération du crédit public, dans l'édifice qui leur seroit approprié, une place particulière et séparée, avec une inscription en dehors, spécifiant la date et le montant de l'opération, ainsi que le montant de chaque émission; et de veiller à ce que jamais aucun de ces dépôts ne fût violé et détourné, en tout ou en partie, de sa destination.

La troisième, de tenir la main à ce que chaque émission du crédit public fût réalisée, c'est-à-dire, offerte à une réalisation effective, avec la plus grande exactitude, le jour même qu'elle seroit devenue réalisable, et sans jamais pouvoir éprouver, sous aucun prétexte quelconque, un seul instant de retard dans sa réalisation.

Et à raison de la haute confiance qui seroit ainsi placée dans ces gardiens de la foi publique, il leur seroit aloué des émolumens considérables. Mais aussi à la moindre négligence dont ils se rendroient coupables dans l'exercice de leurs importantes fonctions, ou au moindre retard qu'ils apporteroient à informer le parlement des infidélités que se permettroit le ministère dans l'exécution de ses engagemens, ils seroient non-seulement dégradés de leurs places dans ce corps, mais déclarés incapables pour le reste de leur vie d'occuper aucun emploi ni civil ni mi-

litaire, comme devenus indignes de confiance dans telle station que ce pût être.

Indépendamment de ces sept gardiens publics de tous les dépôts qu'exigeroient progressivement les émissions du crédit qu'on propose, les banquiers de Londres en seroient nommés les inspecteurs perpétuels; et ces hommes, personnellement si intéressés au maintien du crédit public, députeroient non-seulement toutes les fois qu'ils le jugeroient à propos, des membres de leur corps, pour s'assurer par eux-mêmes de la fidélité des gardiens comme de celle du ministère dans l'exécution de leurs devoirs; mais ils certifieroient chaque fois par écrit le vrai état des choses, et ce certificat seroit régulièrement inséré dans la gazette et dans tous les papiers-nouvelles pour l'information de toute la nation.

Et ces mêmes sûretés accessoires, dont on entoureroit le crédit public dans la

Grande-Bretagne , pourroient aussi lui être appliquées sous des formes semblables ,. non-seulement en France et dans tous les gouvernemens mixtes, mais sous des formes différentes dans tous les gouvernemens absolus, sans excepter même celui de la Turquie.

Mais ce qui assureroit sur-tout au crédit public qu'on propose, une solidité inébranlable et le garantiroit pour toujours de toute infidélité dans l'exécution de ses conditions, seroit, qu'il ne pourroit jamais arriver aux gouvernemens qui le pratiqueroient, d'avoir un seul instant intérêt de toucher aux gages de ses émissions, pour les détourner de leur destination.

Car, comme ce crédit ne les obligeroit jamais d'aliéner pour lui une partie de leur revenu public ordinaire, et que tout celui qu'ils appliqueroient à ses opérations, leur rentreroit continuellement après vingt-cinq ans, il est démontré que les

deux tiers de leur revenu seroient perpétuellement plus que suffisans pour fournir aux dépôts de toutes les émissions qu'exigeroit graduellement la complète circulation générale de leurs peuples, et qu'il leur resteroit par conséquent sans cesse un tiers libre pour les nécessités imprévues.

Et quand on parle de revenu public ordinaire, on entend un revenu très-modéré et bien au-dessous de ceux que tant de gouvernemens ont forcés sur leurs peuples; par exemple, pour la Grande-Bretagne, pas plus que la moitié de son revenu public actuel.

Car, il est de toute certitude que le gouvernement de la Grande-Bretagne ne s'est vu réduit à la nécessité d'arracher successivement à la nation un si énorme revenu, que par l'unique raison qu'il en a continuellement perdu la plus grande partie, en l'aliénant à perpétuité, pour fournir à

l'intérêt de sa monstrueuse dette. Oppression funeste! et à laquelle il n'auroit jamais pu avoir besoin de recourir, si chaque portion du revenu public, dont il auroit disposé, fût continuellement revenue dans ses mains après un intervalle de vingt-cinq ans.

Il seroit donc impossible qu'avec la libre disposition d'un tiers entier de son revenu ordinaire, aucun gouvernement pût jamais avoir ni raison ni prétexte d'être infidèle aux dépôts qu'il auroit consacrés aux opérations du crédit public, puisque les ressources qu'il garderoit sans cesse en réserve, le rendroient capable de faire face à toutes les dépenses extraordinaires, que des événemens imprévus pourroient lui imposer.

Et tout ministre qui se permettroit la moindre opération du crédit public, sans effectuer de la manière prescrite les dépôts en métaux précieux qu'elle exigeroit, ou

qui oseroit mettre la main sur ces dépôts pour les enlever à leur destination, seroit dans l'instant même destitué de sa place, et irrémissiblement condamné pour l'énormité de son crime à une prison perpétuelle.

Seroit-il donc possible qu'avec tant de sûretés intrinsèques et accessoires, dont se trouveroit continuellement revêtu le crédit public qu'on propose, et qu'aucun autre crédit n'a présenté jusqu'ici, il ne fût pas accueilli universellement avec la plus entière confiance, et qu'il pût exister un seul peuple qui ne fût pas prêt à le recevoir avec empressement dans sa circulation générale sous toute la valeur des métaux précieux qu'il représenteroit?

Quoi! les individus d'une nation seroient très-tranquilles, pour eux et pour leurs descendans, sur l'exactitude des paiemens successifs d'une annuité déterminée qu'ils auroient acquise du gouver-

nement chacun d'eux séparément, quoique les métaux précieux destinés à ces paiemens ne fussent jamais prêts et déposés d'avance, quoique personne ne veillât à leur fidelle exécution, et quoiqu'il fût au pouvoir d'un ministre d'y manquer impunément; et ils pourroient ne pas être parfaitement tranquilles sur une annuité déterminée de vingt-cinq ans que le gouvernement leur accorderoit à tous collectivement, lorsque les métaux précieux que cette annuité représenteroit, se trouveroient continuellement prêts et déposés un an avant qu'elle fût réalisable, lorsque des gardiens publics répondroient de la ponctualité de sa réalisation, et lorsqu'aucun ministre ne pourroit y être infidèle sans s'exposer au plus sévère châtiment. Un pareil renversement de toute raison seroit certainement inconcevable.

Cependant, s'il se trouvoit un peuple assez insensé et assez ennemi de lui-même pour refuser sa confiance à l'unique moyen

par lequel ses gouverneurs peuvent devenir capables de le rendre imperturbablement heureux, le soumettre à ce moyen par la contrainte, seroit exercer à son égard le plus méritoire de tous les actes de bienfaisance, puisque ce seroit forcer sur lui le plus grand bien dont il puisse être susceptible, une prospérité non interrompue et continuellement croissante. Et cette contrainte ne deviendroit sans doute pas long-temps nécessaire.

Après avoir démontré et distinctement tracé aux peuples les immenses avantages qu'ils auroient à se promettre du crédit public proposé, on va leur faire voir succinctement, comment ce crédit les aideroit à se délivrer graduellement de toutes les calamités qu'ont amenées et accumulées sur eux cette multitude de crédits illusoires, par lesquels on a si souvent et si criminellement abusé de leur bonne foi.

Et comme la Grande-Bretagne est de

toutes les nations de l'Europe celle qui a porté les plus grands désordres dans son économie politique, par les opérations de ce qu'elle a si improprement appelé crédit public, c'est à elle particuliérement qu'on va appliquer les remèdes que le crédit public proposé deviendroit capable d'apporter à sa situation. Et chaque autre nation pourroit ensuite faire usage de ces remèdes dans la proportion de ses propres maux.

Le crédit public qu'on propose procureroit d'abord à la Grande-Bretagne des moyens très-économiques pour se soulager de son immense dette, puisqu'avec l'assistance de ce crédit, elle pourroit rembourser au pair toute la dette qui porte cinq et quatre pour cent d'intérêt, sans avoir besoin de rien de plus; savoir pour le remboursement de la dette à cinq pour cent, que du seul intérêt qu'elle coûte, et pour celui de la dette à quatre pour cent, que d'ajouter à l'intérêt qu'elle porte un pour cent de plus. Un exemple de l'une et

de l'autre des deux opérations va les mettre dans toute leur évidence.

Pour rembourser au pair avec le seul intérêt un capital quelconque de la dette publique portant cinq pour cent, par exemple, un capital de 10 millions, voici comment le gouvernement procéderoit. Il formeroit dans ses mains vingt-cinq émissions du crédit public, représentatives chacune de 400,000 livres, et successivement réalisables en vingt-cinq ans, à raison d'une à la fin de chaque année; et avec ces vingt-cinq émissions, dont chacune pourroit être subdivisée en autant d'émissions partielles qu'il seroit jugé convenable, il rembourseroit à-la-fois les créanciers du capital des 10 millions.

Des 500,000 livres d'intérêt que porteroit ce capital, il destineroit 400,000 liv. à former les vingt-cinq dépôts qu'exigeroit graduellement la réalisation des vingt-cinq émissions, et il ajouteroit à ces dé-

pôts les 100,000 livres restantes, pour être appliquées à l'intérêt des vingt-cinq émissions sur le pied d'un pour cent.

De même, pour rembourser au pair un capital de 10 millions de la dette publique portant quatre pour cent d'intérêt, le gouvernement procéderoit ainsi. Il formeroit dans ses mains vingt-cinq émissions du crédit public, représentatives chacune de 400,000 livres, et successivement réalisables en vingt-cinq ans, à raison d'une à la fin de chaque année; et avec ces vingt-cinq émissions dont chacune pourroit être subdivisée en émissions partielles, il rembourseroit à la fois les créanciers du capital des 10 millions.

Le 400,000 livres d'intérêt que porteroit ce capital, il les destineroit à former les vingt-cinq dépôts qu'exigeroit graduellement la réalisation des vingt-cinq émissions, et il ajouteroit à ces dépôts 100,000 livres de ses propres fonds, pour

être appliquées à l'intérêt des vingt-cinq émissions sur le pied d'un pour cent.

De cette manière, le gouvernement pourroit donc convertir en une annuité déterminée de vingt-cinq ans, un capital de 20 millions de la dette publique, portant moitié cinq et moitié quatre pour cent d'intérêt, sans autre addition d'intérêt au-delà de celui que porteroit par eux-mêmes les deux capitaux, que d'un et demi pour cent; et par conséquent, rembourser au pair un capital de 20 millions, avec la seule dépense extraordinaire de deux millions et demi, c'est-à-dire du huitième de ce capital.

La seule précaution que le gouvernement auroit à prendre dans ces opérations, seroit de les faire graduellement, et de ne jamais embrasser à la fois un trop grand capital, pour ne jamais verser à la fois trop d'émissions du crédit public dans la circulation générale, puisque, excéder

dans la multiplication artificielle des métaux précieux d'un peuple, les besoins de sa circulation générale, seroit la plus grande de toutes les calamités qu'il pût éprouver dans son économie politique, comme on l'a démontré dans cet écrit.

A l'égard de la dette portant trois pour cent d'intérêt, on seroit en état de présenter au gouvernement pour la libération de cette dette un plan infiniment simple, et qui rempliroit à la fois les deux conditions que doit nécessairement embrasser la libération de toute grande dette publique, si elle ne doit pas être illusoire, savoir, d'éteindre annuellement une proportion du capital de la dette et de soulager aussi annuellement la nation d'une proportion de taxes, en commençant par celles qui pèseroient le plus sur les classes inférieures, et montant graduellement à celles qui affecteroient le plus les hautes classes; au lieu de ne s'occuper d'abord que de l'un, c'est-à-dire de l'extinction de la dette, et

de renvoyer à l'avenir l'autre, c'est-à-dire le soulagement de la nation en taxes, comme on l'a fait jusqu'ici dans tous les plans de libération proposés.

Et avec l'assistance du crédit public proposé, le gouvernement deviendroit capable d'opérer et l'extinction de la dette et le soulagement de la nation en taxes, avec beaucoup plus de célérité et dans des proportions bien plus grandes, qu'il ne seroit en son pouvoir de le faire avec l'assistance d'un fonds d'amortissement tout nu; comme on seroit en état de le démontrer, si l'on ne s'étoit pas interdit dans cet écrit des calculs trop longs.

Quant au revenu public de la Grande-Bretagne, il seroit graduellement réduit à 12 millions, tant par l'extinction des taxes, qui résulteroit annuellement du plan de libération de la dette portant trois pour cent d'intérêt, que par les opérations du crédit public proposé.

Car, comme ce revenu public suffiroit au gouvernement pour le rendre capable de remplir continuellement l'objet final de l'économie politique de la nation, c'est-à-dire de multiplier la circulation générale et par conséquent la prospérité de la nation dans une progression non interrompue et continuellement croissante, ce seroit manifestement contre toute raison qu'il chercheroit à s'en donner un plus grand.

Et lorsque par degrés, le gouvernement seroit enfin parvenu à l'heureux moment d'avoir banni le désordre de toutes les branches de l'économie politique, au point de n'avoir plus besoin pour tout revenu public que de 12 millions, il aboliroit pour toujours toutes les taxes qui subsisteroient encore sur les terres, sur les maisons, sur les consommations, et généralement sur telles choses ou à l'occasion de telles choses que ce pût être, pour ne plus puiser son revenu public tout entier que dans une seule et unique

source, dans le revenu annuel de chaque individu.

Pour cet effet, chaque individu de la Nation déclareroit de bonne foi son revenu annuel, de telle nature qu'il pût être, et le gouvernement lèveroit annuellement sur celui de chaque consommateur indépendant cinq pour cent, et deux pour cent sur celui de chaque agriculteur et manufacturier, sans que jamais aucun individu de ces trois classes d'hommes pût avoir à contribuer au revenu public, audelà de ces proportions, ni sur une évaluation de son revenu annuel, plus forte que celle qui résulteroit de sa première déclaration, et qui seroit l'immuable règle sur laquelle se mesureroit pour toute sa vie sa contribution publique, telle augmentation qu'il pût donner à son revenu annuel.

Car, prendre l'accroissement du revenu public dans une accumulation de taxes sur

les mêmes individus, est une oppression qu'abhorrent les vrais principes de l'économie politique ; puisque dans ces principes ce n'est continuellement que sur les contributions des nouveaux hommes, c'est-à-dire, des nouveaux consommateurs, des nouveaux agriculteurs et des nouveaux manufacturiers, dont les progrès dans la prospérité des peuples enrichiroient graduellement leur population, que les gouvernemens ont dû accroître leur revenu annuel.

La Grande-Bretagne devroit aussi bien vîte au crédit public proposé, de voir disparoître de dessus son territoire ces honteuses et affligeantes enseignes d'une économie politique radicalement vicieuse, on veut dire, cette multitude d'édifices publics, destinés au maintien des pauvres ; puisqu'une prospérité continuellement croissante ne les laisseroit pas long-temps subsister ; et les énormes contributions levées à raison de ces établissemens s'étein-

droient par degrés, au grand soulagement des contribuables.

En un mot, il n'y a désordre quelconque dans toute l'économie politique de la Grande-Bretagne, auquel, avec l'aide du crédit public proposé, le gouvernement ne devînt capable de remédier avec bien plus d'efficacité, et bien plus promptement qu'il ne seroit en son pouvoir de le faire par tout autre moyen; comme il ne seroit pas difficile de l'en convaincre, si la briéveté qu'on s'est imposée dans cette écrit le permettoit, et si l'on n'avoit pas lieu de se persuader qu'il s'en convaincra facilement par lui-même.

Il est manifeste qu'en traçant à la Grande-Bretagne les puissans secours qu'elle pourroit se promettre du crédit public proposé pour sa régénération, on les a aussi tracés à toutes les autres Nations de l'Europe, et moins l'économie politique d'une Nation se trouveroit désordonnée, ou

ce qui est presque la même chose, moins sa dette et ses taxes approcheroient de la dette, et des taxes de la Grande-Bretagne, comme ce seroit le cas de la France, depuis qu'elle s'est déjà tant allégée par ses remèdes révolutionnaires, moins aussi faudroit-il de temps à son gouvernement, pour extirper de son sein tout ce qui pourroit contrarier l'imperturbable développement de sa prospérité.

Et pour rendre le gouvernement de la France parfaitement capable de remplir le double objet, de purger son économie politique de tout ce qu'elle peut encore avoir de vicieux, et de mettre la Nation dans un cours de progrès non interrompus et continuellement croissans dans le développement de sa population, de son agriculture et de sa manufacture ; on ne lui demanderoit pour tout revenu public que 400 millions de livres. Car avec ce seul revenu annuel, artificiellement multiplié par le crédit public, proposé et continuel-

lement appliqué à la circulation générale de la France, dans ses justes proportions; cette Nation pourroit graduellement déployer sur son territoire, universellement couvert de splendeur et de magnificence, une population heureuse de cent millions d'ames, quelque incroyable que cela puisse paroître à ceux qui ne savent apprécier la prospérité possible des peuples, que d'après les faux principes, et les impuissans moyens sur lesquels on a fondé jusqu'ici le gouvernement de l'espèce humaine.

On va finir ce petit écrit par une observation de la plus haute importance, dans l'ordre général des sociétés humaines. Jusqu'ici on a pensé que l'objet final de tout bon gouvernement, devoit être de garantir aux peuples leur liberté, contre les abus du pouvoir suprême, dans telles mains que ce pouvoir pût être placé, dans celles d'un seul, ou dans celles de plusieurs, et l'on a imaginé et essayé pour cet effet

d'innombrables expédiens. Mais c'est à ce funeste égarement des législateurs de la terre, que l'espèce humaine a dû dans tous les temps ses malheurs et ses crimes.

Car, si gouverner un peuple par des moyens incapables de le faire prospérer imperturbablement, c'est nécessairement tôt ou tard le faire décliner, ou rétrograder dans sa prospérité; et si faire décliner ou rétrograder un peuple, c'est nécessairement le corrompre dans son moral; il est de toute certitude, que nul peuple de la terre ne peut se maintenir libre sous tel gouvernement que ce puisse être, si ce gouvernement est incapable de lui développer sa prospérité, dans une progression non interrompue, et continuellement croissante; puisqu'il est de toute impossibilité, qu'aucun peuple de la terre puisse être à la fois corrompu et libre, et ne pas devenir indifférent sur sa liberté en raison exacte de sa corruption.

S'il étoit possible qu'il existât un hom-

me qui pût douter de cette vérité, il n'auroit qu'à parcourir, depuis les premières annales de l'espèce humaine jusqu'à ce jour, l'histoire de toutes les Nations qu'on a cherché à rendre libres, sans les rendre imperturbablement heureuses, et il n'en trouveroit pas une que les chimériques combinaisons, pour le maintien de sa liberté, n'ayent méthodiquement amenée avec le temps à la plus grande corruption et de-là au plus vil esclavage.

Problême funeste ! mais dont la solution est fondée sur l'expérience de tous les siècles et de tous les peuples. Voulez-vous conduire un peuple graduellement à tous les forfaits et à tous les crimes possibles, et définitivement par ses forfaits et ses crimes, au plus hideux de tous les esclavages? imaginez pour lui une de ces formes de gouvernemens que vous appelez libres, et ne le faites prospérer sous cette forme de gouvernement que d'une prospérité précaire, c'est-à-dire nécessairement sujette

à décliner ou rétrograder, et vous forcerez sur lui cette horrible calamité par le plus complet succès.

Car ce n'est pas un peuple que son gouvernement n'a jamais fait prospérer, qui se corrompt dans son moral; mais un peuple que son gouvernement, après l'avoir fait prospérer pendant un temps, fait ensuite décliner ou rétrograder dans sa prospérité, puisque c'est alors qu'il cherche à se procurer son bien-être physique devenu difficile à obtenir par tous les moyens et tous les crimes possibles, comme on l'a si démonstrativement prouvé dans l'ouvrage dont cet écrit n'est qu'un court extrait, et comme l'expérience l'a prouvé si universellement dans tous les peuples de la terre, que leurs gouverneurs n'ont pas été capables de maintenir imperturbablement dans les progrès de leur prospérité.

On changeroit donc le gouvernement

d'un peuple mille fois de suite dans ses formes, et chaque fois on imagineroit de nouvelles précautions contre l'abus du pouvoir suprême; si en même temps on n'appliquoit pas à l'économie politique de ce peuple un principe actif capable de l'élever imperturbablement à toute sa prospérité possible, on n'auroit rien fait de plus que de se repaître pour lui de chimères.

Et comme appliquer à l'économie politique d'un peuple un principe actif capable de l'élever imperturbablement à toute sa prospérité possible, est praticable indistinctement sous toutes les formes de gouvernemens, quoique le temps apprendroit sans doute que les plus simples seroient les plus convenables, on voit combien on s'est tourmenté sans nécessité à faire passer les peuples d'une forme de gouvernement à une autre; combien surtout est énorme le crime dont on se rend coupable envers l'humanité, lorsqu'on force ces inutiles révolutions par le sang

et le carnage, et combien sont destitués de toutes raisons ces éloges pompeux que quelques nations prodiguent dans leur ignorance à leurs formes de gouvernemens, puisqu'il est de toute impossibilité qu'avec rien de plus que l'aide nue de telle forme de gouvernement que ce puisse être, aucun peuple de la terre puisse devenir capable de remplir l'objet final de son économie politique, c'est-à-dire de prospérer imperturbablement.

Législateurs de la terre! jusqu'ici vous n'avez réussi nulle part ni ne réussirez jamais à rendre les peuples imperturbablement libres, de la liberté que vous avez imaginée pour eux, et il est temps que vous cessiez de chercher si vainement l'essence des gouvernemens dans leurs formes, dans l'équilibre de leurs pouvoirs, et dans ce que vous appelez leurs loix fondamentales. Voulez-vous que vos succès deviennent enfin infaillibles? Rendez les peuples imperturbablement heureux, comme ce doit

être le grand et l'unique objet de tout vrai gouvernement d'hommes, et comme le moyen qu'on vous indique vous en donne le plus absolu pouvoir, et vous les rendrez imperturbablement libres de leur vrai liberté.

Vous béniriez même la terre naturellement d'un autre grand bienfait. Car, il seroit moralement impossible que la guerre, cet horrible fléau, pût ne pas cesser d'elle-même à désoler la terre, lorsqu'enfin chaque gouvernement se seroit déterminé à fonder l'économie politique de son peuple sur le crédit public proposé, puisque tous sentiroient alors que rien ne pourroit être plus insensé de leur part, que de chercher à se donner des accroissemens d'hommes et de revenus par les calamités et les crimes des conquêtes, lorsqu'il dépendroit d'eux d'une manière absolue de multiplier les uns et les autres indéfiniment et par les plus purs moyens dans leur propre sein.

FIN.